

Élections municipales 2026

La santé s'impose comme le 3^e enjeu des motivations de vote des Français

Paris, le 19 mars 2026

À l'occasion du 1^{er} tour des élections municipales du 15 mars 2026, **les Libéraux de Santé (LDS)**, intersyndicale regroupant les 10 principaux syndicats représentatifs des professionnels de santé libéraux, ont commandé une enquête d'opinion exclusive à Toluna – Harris Interactive. Réalisé le jour même du scrutin auprès d'un échantillon représentatif de **6 288 Françaises et Français** âgés de 18 ans et plus, ce sondage révèle une montée en puissance sans précédent des enjeux de santé dans le débat local.

Contacts presse :

- Philippe BESSET : tél. 0680144162
- Sarah DEGIOVANI tél. 0648134639

Les Libéraux de Santé regroupent 11 syndicats représentatifs de professionnels de santé libéraux : les CDF, la CSMF, la FFMKR, la FNI, la FNO, la FNP, la FSPF, le SDA, le SDB, le SML et le SNAO

Les tendances nationales

1. La santé : 3^e priorité des Français aux urnes, un bond historique depuis 2020

Les résultats sont sans appel : **22 % des électeurs ayant voté au 1^{er} tour des municipales déclarent que la santé et l'accès aux professionnels de santé ont pesé dans leur choix**. C'est le **3^e thème le plus cité**, derrière la sécurité des biens et des personnes (31 %) et les aménagements urbains (26 %).

Ce score marque une **nette progression par rapport aux municipales de 2020**, où la santé ne figurait pas dans le top 5 des thématiques de vote. En six ans, les difficultés d'accès aux soins de proximité et la saturation des urgences hospitalières ont profondément reconfiguré les préoccupations citoyennes.

Cette préoccupation s'impose quelle que soit l'appartenance politique des listes pour lesquelles les Français ont voté lors du 1^{er} tour des municipales 2026 : la santé apparaît dans le top 5 des sujets motivant le vote du bloc de gauche (23 %), du bloc centre (20 %) et du bloc droite (25 %). Géographiquement, l'enjeu est particulièrement saillant en **Centre-Val de Loire (35 %)**, en **Normandie (29 %)**, en **Bourgogne-Franche-Comté (26 %)**, en **Auvergne-Rhône-Alpes (26 %)** et en **Occitanie (25 %)**, confrontés à des difficultés d'accès aux soins.

2. Les attentes des Français pour leur future équipe municipale

Interrogés sur leurs priorités en matière de santé pour le prochain mandat municipal, les Français expriment des attentes très concrètes et opérationnelles :

- **28 %** souhaitent une amélioration des délais pour obtenir un rendez-vous chez un médecin
- **25 %** veulent une amélioration de l'offre de soins locale
- **25 %** demandent la construction ou le développement de centres et maisons de santé
- **24 %** souhaitent pouvoir accéder à d'autres professionnels de santé (infirmier, pharmacien, kinésithérapeute...) pour des consultations de suivi ou des besoins spécifiques
- **21 %** appellent à une meilleure accessibilité aux professionnels de santé libéraux de proximité
- **18 %** demandent une réduction des délais pour obtenir un rendez-vous chez le chirurgien-dentiste

Seuls **16 % des Français** déclarent n'avoir aucune attente à l'égard de la future équipe municipale sur les questions de santé, signe que l'immense majorité des citoyens considère désormais la commune comme un échelon d'action sanitaire légitime.

Note de presse LDS

3. Les actions prioritaires pour améliorer l'accès aux soins

Sur les actions concrètes à déployer en priorité, les Français plébiscitent massivement les solutions relevant du secteur libéral :

- **39 %** favoriser l'implantation de nouveaux professionnels de santé libéraux (1^{re} priorité)
- **38 %** développer des rendez-vous urgents auprès des professionnels de santé
- **25 %** développer les services hospitaliers
- **25 %** permettre de soigner davantage de patients à domicile
- **15 %** développer le dépistage et la prévention
- **15 %** développer les partages de compétences et de tâches entre professionnels de santé

Cette hiérarchie est **cohérente dans tous les territoires**, y compris dans les zones rurales (47 %) et les petites communes (48 %), où l'installation de professionnels libéraux est la priorité absolue. Elle valide la vision portée par les LDS : **les soins de ville et les professionnels libéraux sont la colonne vertébrale d'un système de santé de proximité efficace.**

En revanche, le développement **du réseau France Santé** apparaît plus secondaire dans les solutions prisées par les Français.

4. Financement et prise en charge : les Français veulent des réponses systémiques

Sur la question du financement du système de santé, les Français identifient trois orientations prioritaires :

- **26 %** : augmenter le budget de l'Assurance maladie
- **23 %** : réduire certaines dépenses ou offres de soins
- **22 %** : augmenter la part prise en charge par les mutuelles complémentaires

Ces résultats illustrent la complexité des arbitrages attendus. Seuls **13 % des Français** souhaitent faire davantage contribuer les collectivités locales, ce qui relativise la tentation de municipaliser davantage le financement de la santé.

5. La préférence pour les soins de proximité plutôt qu'hospitaliers

Interrogés sur leur mode de prise en charge préféré en cas de maladie grave ou de perte d'autonomie, **46 % des Français optent pour une combinaison selon la situation, 35 % privilégient un suivi à domicile ou en ville par leurs professionnels de santé habituels** (médecin, infirmier, kinésithérapeute...), et seuls **17 % préfèrent une prise en charge hospitalière ou en établissement spécialisé.**

Ces chiffres confirment l'attachement des Français aux soins de ville et à la continuité de la relation thérapeutique avec leurs professionnels libéraux.



Ce que le sondage révèle des territoires

1. Région par région

Le sondage Toluna – Harris Interactive permet une lecture fine des résultats à l'échelle régionale, tant sur les thèmes qui ont compté dans le vote que sur les priorités attendues des équipes municipales en matière de santé. Ces données dessinent une géographie des attentes qui varie significativement selon les territoires.

Centre-Val de Loire : la santé, première priorité de vote, loin devant tous les autres thèmes

La région Centre-Val de Loire se distingue nettement de toutes les autres : c'est la seule où **la santé et l'accès aux professionnels de santé constituent le premier thème ayant compté dans le vote, à 35 %**, devançant les aménagements urbains (31 %) et la sécurité des biens (31 % également), puis les dépenses de la municipalité (28 %). Ce résultat place la région très au-dessus de la moyenne nationale (22 %). Les priorités exprimées pour la future équipe municipale sont tout aussi marquées : **31 % souhaitent la construction ou le développement de centres et maisons de santé** — premier rang national sur cet item —, **26 % veulent un meilleur accès à un professionnel de santé libéral près de chez eux**. En matière d'actions concrètes, la région affiche le score le plus élevé de France pour **le développement de rendez-vous urgents auprès des professionnels de santé (44 %)**, et un fort plébiscite pour l'implantation de nouveaux professionnels libéraux (48 %).

Bourgogne-Franche-Comté : l'offre de soins locale, priorité absolue

En Bourgogne-Franche-Comté, **26 % des électeurs ont cité la santé parmi les thèmes ayant compté dans leur vote**. La région se distingue par une priorité très marquée pour **l'amélioration de l'offre de soins locale, citée par 32 % des répondants** — soit le score le plus élevé de toutes les régions sur cet item, loin devant la moyenne nationale (25 %). La priorité accordée à l'implantation de nouveaux professionnels libéraux y est également élevée (45 %). Par ailleurs, la région enregistre le score le plus

Note de presse LDS

fort de France pour **l'amélioration des délais de rendez-vous chez le chirurgien-dentiste (21 %)**, signe d'une pénurie perçue qui s'étend à l'ensemble des professions de santé.

Bretagne et Normandie : l'accès aux professionnels libéraux en tête

En Bretagne, la santé est citée par **22 % des électeurs** comme thème de vote. La priorité y est clairement mise sur **l'implantation de nouveaux professionnels libéraux (47 %, 2^e score national)** et sur **l'amélioration des délais de rendez-vous chez le chirurgien-dentiste (24 %, également 2^e rang national)**. En Normandie, **29 % des répondants placent l'amélioration de l'offre de soins locale en priorité** pour la future équipe municipale (2^e rang national sur cet item), et **36 % privilégient l'implantation de nouveaux professionnels libéraux**. La région enregistre par ailleurs le taux le plus élevé de France pour **le développement de soins à domicile (29 %)**, traduisant une attente forte de prise en charge de proximité.

Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie : les professionnels libéraux comme réponse prioritaire

En Auvergne-Rhône-Alpes, **26 % des électeurs ont voté en tenant compte des enjeux de santé**. Les priorités pour la future équipe municipale reflètent une demande de renforcement de l'offre libérale : **40 % souhaitent l'implantation de nouveaux professionnels libéraux**, et **27 % demandent le développement de centres ou maisons de santé** (score au-dessus de la moyenne nationale de 25 %). En Occitanie, **25 % des électeurs ont cité la santé parmi leurs thèmes de vote**. La région se caractérise par l'un des scores les plus élevés de France pour **la priorité accordée à l'implantation de nouveaux professionnels libéraux (43 %)**. Les répondants y sont également particulièrement attachés à l'accès à des professionnels de santé non médecins (**21**) pour les consultations de suivi et soins courants.

Hauts-de-France : sécurité d'abord, mais santé bien présente

Dans les Hauts-de-France, la sécurité des biens et des personnes domine nettement le vote (31 %). La santé n'y figure pas dans le top 5 des thèmes de vote, avec un score global inférieur à 20 %. Pour autant, les attentes vis-à-vis de la future équipe municipale sont concrètes : **40 % des répondants souhaitent l'implantation de nouveaux professionnels libéraux** (score au-dessus de la moyenne nationale) et **38 % veulent le développement de rendez-vous urgents**. La région enregistre par ailleurs l'un des taux les plus élevés de France pour **le développement de soins à domicile (26 %)**, ainsi que pour **l'amélioration de l'offre de soins locale (22 %)**. Enfin, **20 % déclarent n'avoir aucune attente** à l'égard des équipes municipales sur les questions de santé — le taux le plus élevé de France sur cet item —, ce qui peut également traduire un scepticisme sur la capacité des communes à agir sur ces sujets.

Île-de-France et PACA : les attentes d'une offre de soins mieux organisée

En Île-de-France, la santé est citée par **20 % des électeurs** comme thème de vote. Les priorités exprimées reflètent une demande d'organisation : **29 % souhaitent un meilleur accès à des professionnels de santé non-médecins** (1^{er} rang national sur cet item), et **27 % demandent le développement de centres ou maisons de santé**. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, si **la santé ne figure pas dans le top 5 des thèmes de vote**, on note un pic marqué pour un désir d'**amélioration des délais de rendez-vous médecin (34 %, score le plus élevé de toutes les régions de France sur cet item)**, et un fort taux pour **l'amélioration des délais chez le chirurgien-dentiste (20 %)**.

Pays de la Loire et Grand Est : les délais de rendez-vous au cœur des préoccupations

En Pays de la Loire, **32 % des répondants placent l'amélioration des délais de rendez-vous médecin comme priorité pour la future équipe municipale** — 2^e score le plus élevé de toutes les régions de France sur cet item, derrière la Provence-Alpes Côte d'Azur. La région se démarque également par le deuxième taux le plus fort de France pour **l'accès à des professionnels de santé non-médecins (27 %)**. La priorité accordée à l'installation de professionnels libéraux y est particulièrement haute (44 %). Dans le

Note de presse LDS

Grand Est, **19 % des électeurs ont voté en tenant compte de la santé**. Les priorités exprimées mettent en avant **l'amélioration des délais de rendez-vous médecin (30 %, au-dessus de la moyenne nationale)** et **le développement de soins à domicile (27 %, 3^e rang national)**.

Au total, ces données régionales dressent un tableau cohérent : quelle que soit la région, les Français attendent de leurs élus qu'ils facilitent l'accès à des professionnels de santé libéraux. La section suivante précise comment cette attente se décline selon la taille des communes.

Source de l'ensemble des données de cette section : sondage Toluna – Harris Interactive pour Les Libéraux de Santé, réalisé le 15 mars 2026 (1^{er} tour des élections municipales), auprès de 6 288 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus. Résultats détaillés par région : pages 7-8 (thèmes de vote) et pages 12-13 (priorités pour l'équipe municipale) du rapport.

2. Santé et accès aux soins selon la taille des communes : une hiérarchie pragmatique des solutions

Au-delà des variations régionales, le sondage permet une lecture fine des attentes selon la taille de l'agglomération de résidence. Les résultats révèlent que si le sentiment d'urgence sanitaire est présent dans tous les types de territoire, **la nature des solutions plébiscitées varie significativement** selon que l'on vit en zone rurale, dans une petite ville, une ville moyenne ou une grande agglomération. Deux questions du sondage permettent cette analyse : d'une part, les priorités attendues de la future équipe municipale en matière de santé ; d'autre part, les actions concrètes à déployer pour améliorer l'accès aux soins et le parcours de soins.

Zones rurales et petites communes (moins de 5 000 habitants) : l'installation de professionnels libéraux, priorité absolue et sans équivalent

Dans les zones rurales, **23 % des répondants déclarent n'avoir aucune attente à l'égard de la future équipe municipale** sur les questions de santé — c'est le taux le plus élevé de toutes les strates. Ce chiffre n'indique pas une indifférence au sujet, mais traduit le plus souvent un sentiment d'impuissance ou de résignation face à une situation perçue comme hors de portée de l'action locale. Parmi ceux qui expriment des attentes, **l'amélioration de l'offre de soins locale arrive en tête (26 %)**, devant le délai de rendez-vous médecin (24 %) et l'accès à un professionnel de santé libéral de proximité (20 %).

Sur les actions à déployer, le verdict est sans appel : **47 % des habitants de zones rurales placent l'implantation de nouveaux professionnels de santé libéraux en première priorité**, contre 39 % en moyenne nationale. C'est le second score le plus élevé de toutes les strates pour cet item. Les rendez-vous urgents arrivent loin derrière (34 %), et le développement des services hospitaliers n'est cité que par 21 % — signe que l'hôpital n'est pas perçu comme la réponse au problème de proximité. Le soin à domicile est cité par 25 % des ruraux, dans la moyenne nationale.

Dans les communes de 2 000 à 4 999 habitants, la même logique prévaut avec encore plus de force : **48 % des répondants désignent l'implantation de professionnels libéraux comme action prioritaire** — c'est le score le plus élevé de toutes les strates de taille sur cet item. L'accès à un professionnel de santé libéral de proximité est cité par 22 % comme priorité pour l'équipe municipale, et le soin à domicile par 25 %. En revanche, la part de ceux qui n'ont aucune attente à l'égard de l'équipe municipale reste encore élevée (18 %), deuxième taux le plus fort après les zones rurales.

Note de presse LDS

Communes de 5 000 à 19 999 habitants : l'offre de soins et la proximité libérale au cœur des priorités

Dans les communes de 5 000 à 9 999 habitants, **l'amélioration de l'offre de soins locale est la première priorité pour l'équipe municipale (27 %)**, devant le délai de rendez-vous médecin (26 %) et l'accès à un professionnel libéral de proximité, qui atteint ici **25 % — score le plus élevé, à égalité avec la strate de 50 000 à 99 999 habitants**. Sur les actions concrètes, l'installation de professionnels libéraux reste en tête (46 %), mais le soin à domicile monte à **28 % — son pic national par taille de commune**, ce qui reflète sans doute la présence plus marquée de populations âgées en périurbain et dans les bourgs.

Dans les communes de 10 000 à 19 999 habitants, **l'amélioration de l'offre de soins locale atteint 29 % — son score le plus élevé par taille de commune, ex æquo avec les 20 000–49 999 habitants**. L'accès aux professionnels paramédicaux pour des soins de suivi ou spécifiques progresse à **25 %**. Sur les actions prioritaires, l'installation de libéraux reste dominante (38 %), mais les rendez-vous urgents montent à 36 %, signe d'une saturation croissante de l'offre existante.

Communes de 20 000 à 49 999 habitants : le tournant — la saturation de l'offre existante devient le problème central

Les communes de 20 000 à 49 999 habitants constituent un point d'inflexion dans la lecture des données. L'amélioration des délais de rendez-vous médecin (28%) et l'amélioration de l'offre de soins locale (29%) y sont toutes deux citées **comme priorités pour l'équipe municipale**. La construction de centres ou maisons de santé atteint ici son score le plus élevé par taille de commune : **30 %**. L'accès aux professionnels paramédicaux monte également à **28 %**, et le délai de rendez-vous dentiste à **21 % — deux scores parmi les plus élevés de toutes les strates**. C'est aussi dans cette catégorie que **la part de ceux sans aucune attente tombe à 10 % — son plancher national —**, signe d'un sentiment d'urgence partagé et d'une forte attente d'action publique locale.

Sur les actions à déployer, **44 % souhaitent l'installation de nouveaux professionnels libéraux et 40 % le développement de rendez-vous urgents** — deux scores élevés qui coexistent, révélant une double attente : renforcer l'offre sur le long terme et répondre dans l'urgence à la saturation actuelle. Le partage de compétences entre professionnels de santé atteint ici **19 % — son score le plus élevé par taille de commune**, traduisant une attente d'organisation plus efficiente de l'offre existante.

Villes moyennes de 50 000 à 199 999 habitants : la résorption des délais de première urgence

Dans les villes de 50 000 à 99 999 habitants, **l'amélioration des délais de rendez-vous médecin s'impose comme la première priorité pour l'équipe municipale, à 36 % — c'est le score le plus élevé de toutes les strates de taille pour cet item**. L'accès à un professionnel libéral de proximité monte à 25 % et le délai dentiste à 23 %. Sur les actions, **42 % souhaitent l'installation de professionnels libéraux et 38 % le développement de rendez-vous urgents**. Le développement des services hospitaliers atteint ici **31 % — son score le plus élevé de toutes les strates**, signalant que, dans ces villes, la question de l'hôpital de proximité s'ajoute à celle de la médecine de ville.

Dans les villes de 100 000 à 199 999 habitants, **l'amélioration des délais de rendez-vous médecin reste en tête (31 %)**, et la construction de centres ou maisons de santé ainsi que l'accès aux professionnels paramédicaux atteignent chacun **29 % — leurs niveaux les plus élevés après les 20 000–49 999 habitants**. Sur les actions, **43 % privilégient l'implantation de professionnels libéraux et 40 % les rendez-vous urgents**. Le partage de compétences monte à **18 %** et les services hospitaliers à **28 %**, confirmant que la double attente — renforcement libéral et structuration de l'offre hospitalière — reste présente dans les grandes villes de province.

Note de presse LDS

Grandes agglomérations et unité urbaine de Paris : les rendez-vous urgents première demande d'action

Dans les agglomérations de 200 000 à 1 999 999 habitants, la hiérarchie des solutions se reconfigure nettement. **Le développement de rendez-vous urgents auprès des professionnels de santé devient la première action demandée, à 41 %** — son score le plus élevé de toutes les strates —, devançant pour la première fois l'installation de nouveaux professionnels libéraux (30 %). Ce décrochage est significatif : dans les grandes villes, l'offre de médecins généralistes existe, mais elle est saturée. Le problème n'est plus l'absence de médecins, mais l'impossibilité d'y accéder dans des délais raisonnables. Le dépistage et la prévention montent à **18 %** — leur score le plus élevé avec l'unité urbaine de Paris. Les informations pour faciliter le parcours de soins progressent à **11 %**, reflet d'une complexité perçue du système dans les zones denses. Sur les priorités pour l'équipe municipale, **l'amélioration des délais de rendez-vous médecin reste en tête (30 %)**, devant les centres de santé (27 %) et l'accès aux paramédicaux (24 %).

Dans l'unité urbaine de Paris, le profil est proche, mais avec des spécificités : **l'accès à des professionnels de santé non-médecins pour des soins de suivi ou spécifiques atteint 29 %** — son score le plus élevé avec les villes de 100 000–199 999 habitants — et **les centres ou maisons de santé sont cités par 27 %**. Le développement de rendez-vous urgents est demandé par 38 % et l'installation de professionnels libéraux par 33 %. La part de ceux qui n'ont aucune attente à l'égard des équipes municipales est de **11 %**, en deçà de la moyenne nationale (16 %), ce qui témoigne d'une forte attente d'intervention publique locale, même en zone dense.

Synthèse : trois profils de territoire, trois logiques d'attente

L'analyse par taille de commune fait apparaître trois profils distincts, que les LDS invitent les candidats aux municipales à prendre en compte dans leurs programmes :

- **Les territoires peu denses (zones rurales, communes de moins de 5 000 habitants)** : la priorité est l'installation de nouveaux professionnels libéraux (47–48 %), loin devant toutes les autres solutions. L'enjeu est celui de l'existence même d'une offre de soins accessible. Le fort taux « sans attente » (18–23 %) traduit une résignation à combattre par des signaux politiques forts.
- **Les villes petites et moyennes (5 000 à 99 999 habitants)** : double attente — installer de nouveaux professionnels libéraux et réduire les délais de rendez-vous. La construction de centres de santé et l'accès aux paramédicaux montent en puissance. C'est le territoire de la transition, où l'offre existe, mais est insuffisante ou mal organisée.
- **Les grandes agglomérations (100 000 habitants et plus)** : le développement de rendez-vous urgents devient la première demande d'action (40–41 %), devant ou à égalité avec l'installation de professionnels libéraux. Le dépistage, le partage de compétences et l'information sur le parcours de soins progressent. L'enjeu est celui de l'organisation et de la fluidité de l'accès, plus que de la densité de l'offre.



ENQUÊTE RÉGIONALE : LA SANTÉ, UN ENJEU CENTRAL POUR LES MUNICIPALES



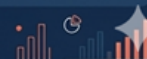
RECORDS RÉGIONAUX



DIVERSITÉ DES ATTENTES PAR RÉGION



SOURCE : ENQUÊTE RÉGIONALE TOLUNA HARRIS INTERACTIVE POUR LES LIBÉRAUX DE SANTÉ (LDS), MARS 2026.
(BASÉ SUR 13 RÉGIONS DE FRANCE, CORSE NON DÉTAILLÉE). MÉTHODE DES QUOTAS. ÉCHANTILLON NATIONAL DE 6 288 PERSONNES.



Ce que révèle la sociologie politique des électeurs

Le sondage permet une lecture des préoccupations de santé selon le vote exprimé au 1^{er} tour des élections municipales. Les résultats, ventilés par bloc politique, mettent en évidence à la fois des constantes transpartisanes et des divergences significatives, tant sur la place accordée à la santé dans le vote que sur les orientations privilégiées pour financer le système de soins.

Rappel méthodologique : les nuances politiques sont attribuées par le ministère de l'Intérieur uniquement dans les communes de 3 500 habitants et plus. Les listes La France Insoumise ont été intégrées dans le Bloc Gauche. Les listes « Divers souverainistes » ont été intégrées dans le Bloc Extrême droite.

Bloc Gauche : la santé, troisième thème de vote, portée par des enjeux de services publics et d'égalité territoriale

Chez les électeurs du Bloc Gauche, le premier thème ayant compté dans le vote est **les aménagements urbains et le cadre de vie (25 %)**, suivi du **logement (24 %)**. La santé et l'accès aux professionnels de santé arrivent en **3^e position, à 23 %**, ex æquo avec la sécurité des biens et des personnes (23 %), et devant le maintien et la qualité des services publics (22 %). Ce classement révèle une conception de l'accès aux soins étroitement articulée avec les enjeux de services publics et d'égalité territoriale : pour les électeurs de gauche, la santé n'est pas dissociée de la question plus large du maintien des équipements collectifs dans les territoires.

Sur la question du financement du système de santé, les électeurs du Bloc Gauche se distinguent nettement des autres blocs : ils sont **les plus nombreux à privilégier l'augmentation du budget de l'Assurance Maladie (31 %)** — premier rang parmi les quatre blocs sur cet item, et 5 points au-dessus de la moyenne nationale (26 %). À l'inverse, ils sont **les moins enclins à réduire certaines dépenses ou offres de soins (19 %)** — score le plus bas de tous les blocs, 4 points sous la moyenne nationale (23 %). Ils sont également **les moins favorables à l'augmentation du reste à charge des patients (11 %)**, soit 3 points sous la moyenne nationale (14 %). Ces résultats traduisent une préférence marquée pour le financement public et solidaire, et une résistance à toute forme de marchandisation ou de responsabilisation individuelle des patients.

Bloc Centre : la santé en 5^e position, portée par une logique de gestion et d'efficience

Chez les électeurs du Bloc Centre, les cinq premiers thèmes de vote sont **la sécurité des biens et des personnes (32 %)**, **les aménagements urbains (30 %)**, **les impôts locaux (27 %)**, **les dépenses de la municipalité (25 %)**, et en cinquième position **la santé et l'accès aux professionnels de santé à 20 %**. La santé y est donc présente dans le top 5, mais dans un contexte où les préoccupations financières et gestionnaires dominent très nettement. Ce profil est cohérent avec une vision centriste de l'action publique locale, davantage orientée vers la maîtrise des dépenses et la sécurité que vers l'extension des services.

Cette logique de gestion se retrouve dans les préférences exprimées sur le financement de la santé : les électeurs du Bloc Centre sont **les plus favorables à la réduction de certaines dépenses ou offres de soins (27 %)** — premier rang parmi les quatre blocs, 4 points au-dessus de la moyenne nationale. Ils sont aussi ceux qui souhaitent le plus **augmenter le reste à charge des patients pour les responsabiliser davantage (15 %)**, au-dessus de la moyenne nationale (14 %). En revanche, ils sont parmi les moins enclins à augmenter le budget de l'Assurance maladie (21 %), soit 5 points sous la moyenne nationale.

Note de presse LDS

Bloc Droite : la santé en 4^e position, dans un contexte de préoccupations régaliennes fortes

Chez les électeurs du Bloc Droite, le podium du vote est dominé par des thèmes régaliens et de cadre de vie : **la sécurité des biens et des personnes (37 %)**, **les aménagements urbains (31 %)** et **la propreté (26 %)**. La santé et l'accès aux professionnels de santé s'installent en **4^e position, à 25 %**, devant les dépenses de la municipalité (23 %). Ce score de 25 % place le Bloc Droite comme le deuxième bloc politique le plus sensible à l'enjeu santé dans le vote, après le Bloc Gauche (23 %) — un résultat qui s'explique notamment par le poids des électors ruraux et périurbains vieillissants, fortement exposés aux déserts médicaux, au sein de cet électorat.

Sur le financement, les électeurs du Bloc Droite adoptent une position intermédiaire, mais avec une singularité : ils sont **les plus favorables à l'augmentation du reste à charge des patients (19 %)** — score le plus élevé de tous les blocs, 5 points au-dessus de la moyenne nationale (14 %). Cette position traduit une vision plus libérale de la responsabilité individuelle dans le recours aux soins. Par ailleurs, **25 % souhaitent réduire certaines dépenses ou offres de soins** (dans la moyenne nationale), et **22 % veulent augmenter le budget de l'Assurance maladie** (sous la moyenne nationale de 26 %).

Bloc Extrême droite : la santé reléguée au 8^e rang, éclipsée par les thèmes identitaires et sécuritaires

C'est au sein de l'électorat du Bloc Extrême droite que la santé occupe la place la plus marginale dans les motivations de vote. Le classement est dominé de façon écrasante par des thèmes identitaires et sécuritaires : **l'immigration (51 %)**, **la sécurité des biens et des personnes (48 %)** et **la lutte contre les violences urbaines (36 %)** occupent les trois premières places, loin devant tous les autres thèmes. Suivent les impôts locaux (25 %) et la lutte contre le narcotrafic (23 %). La santé et l'accès aux professionnels de santé n'apparaissent qu'en **8^e position, à 17 %** — soit 5 points sous la moyenne nationale (22 %) et le score le plus bas de tous les blocs politiques sur cet item.

Ce décrochage ne signifie pas une indifférence aux questions de santé, mais que celles-ci sont structurellement sous-classées par rapport aux préoccupations identitaires et sécuritaires dans la hiérarchie de vote de cet électorat. Sur le financement, les électeurs du Bloc Extrême droite sont, avec le Bloc Centre, **les plus favorables à la réduction des dépenses ou offres de soins (27 %)**, et parmi les moins favorables à l'augmentation de la part prise en charge par les mutuelles complémentaires (19 %, score le plus bas de tous les blocs).

Synthèse

Le sondage permet de dégager trois enseignements politiques majeurs :

- **La santé figure dans le top 5 de trois blocs sur quatre.** Gauche (23 %, 3^e), Centre (20 %, 5^e) et Droite (25 %, 4^e) placent tous la santé parmi leurs cinq premières préoccupations de vote. Seul le Bloc Extrême droite l'en exclut (17 %, 8^e). Cela fait de la santé l'un des rares thèmes à traverser l'ensemble du spectre politique, hors Extrême droite.
- **Le clivage sur le financement est net et structurant.** La gauche plébiscite l'augmentation du budget de l'Assurance maladie (31 %) et refuse la réduction de l'offre (19 %). La droite et l'Extrême droite privilégient la réduction des dépenses (25–27 %) et, pour la droite, l'augmentation du reste à charge (19 %). Le centre adopte une position gestionnaire marquée par la réduction des dépenses (27 %) et la responsabilisation des patients (15 %).

Note de presse LDS

- **La santé un sujet qui transcende les clivages politiques.** En agrégeant les électorats de gauche, de centre et de droite — soit la très grande majorité des électeurs —, la santé figure comme priorité de vote pour une part significative des Français.

Source de l'ensemble des données de cette section : sondage Toluna – Harris Interactive pour Les Libéraux de Santé, réalisé le 15 mars 2026 (1^{er} tour des élections municipales), auprès de 6 288 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus. Résultats par bloc politique : page 6 du rapport (thèmes ayant compté dans le vote) et page 18 (orientations pour le financement du système de santé). Note : les priorités pour l'équipe municipale et les actions concrètes à déployer ne sont pas ventilées par bloc politique dans le rapport.

Enseignements précieux et confirmations pour les LDS

Les Libéraux de Santé tirent plusieurs enseignements de cette enquête. Les citoyens attendent de leurs élus locaux qu'ils facilitent concrètement l'accès aux soins : accompagnement à l'installation de professionnels libéraux, soutien aux structures de soins, développement de la téléconsultation et des consultations avancées. À l'inverse, les Français restent à convaincre sur la pertinence de développer le réseau France Santé ainsi que sur l'importance de **développer le dépistage et la prévention**. Sur ce dernier point, les Libéraux de santé jouent un rôle de sensibilisation important et à poursuivre auprès des populations.

Surtout, cette enquête valide le rôle central des professionnels de santé libéraux dans la santé de proximité.

Les LDS appellent ainsi les maires élus et ceux qui le seront au second tour à faire de l'accès aux soins **une priorité de leur mandat**, en travaillant en étroite collaboration avec les professionnels de santé libéraux de leur territoire.

Enfin, concernant les solutions prisées par les électeurs du Premier tour des élections municipales, l'augmentation du reste à charge pour les patients et la municipalisation du financement de la santé sont très majoritairement écartés. **Les électeurs souhaitent avant tout une augmentation du budget de l'Assurance maladie.**

Les principales propositions des Libéraux de Santé

Les propositions portées par les LDS rejoignent les attentes exprimées par les Français dans ce sondage :

- **Un financement à la hauteur des besoins, qui passe par une augmentation du budget de l'Assurance maladie pour** garantir une enveloppe de soins de ville suffisante et stable, sans report de charges vers les patients et en maîtrisant les transferts vers les complémentaires, pour maintenir l'universalité de l'accès aux soins.
- **Mobiliser chaque professionnel de santé dans toute l'étendue de ses compétences, y compris en accès direct en simplifiant les modalités pratiques de la coordination des soins avec les médecins :** développer les consultations de suivi infirmier, l'accès direct aux infirmiers en pratique avancée, aux kinésithérapeutes, aux orthoptistes et autres professionnels paramédicaux pour les soins courants et le suivi chronique.
- **Renforcer les soins à domicile :** développer les soins à domicile portés par les professionnels libéraux, pour répondre à la préférence exprimée par 35 % des Français et alléger la pression sur les établissements hospitaliers.

À propos du sondage

Enquête réalisée en ligne par Toluna – Harris Interactive pour Les Libéraux de Santé, le 15 mars 2026 (journée du 1^{er} tour des élections municipales), auprès d'un échantillon de 6 288 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas : sexe, âge, CSP, région, taille de commune et comportement électoral).